

*Canadair Limitée—Loi*

**M. Nystrom:** ... en Angleterre ils sont en train de privatiser les prisons? Peut-être avons-nous trouvé la raison pour laquelle le premier ministre a décidé de déménager le pénitencier de votre circonscription à Manicouagan?

Madame le Président, le député a dit que j'ai questionné la direction de Bombardier, la gestion de Bombardier. Mais ce n'était pas moi qui ai fait cela, c'étaient peut-être d'autres députés, mais ce n'était pas moi.

J'ai souvent posé des questions à savoir: Avons-nous des garanties de Bombardier pour les emplois à Montréal? Recevons-nous un bon prix pour la société? Avons-nous la garantie pour les technologies, etc. etc.? Ce sont là des questions très importantes pour les ouvriers, les ouvrières, à Canadair, à Montréal, dans la province de Québec.

Nous avons besoin de temps pour poser des questions importantes et le député de Montréal-Est est d'accord avec moi. Mais nous avons besoin de temps pour poser de telles questions importantes et, cet après-midi, j'ai posé ce genre de questions et je sais que les ouvriers et les ouvrières sont avec nous dans cette question.

• (1630)

[Traduction]

**M. David Orlikow (Winnipeg-Nord):** Madame la Présidente, la vente de Canadair dont il est question aujourd'hui et celle de la société de Havilland démontrent parfaitement que le gouvernement conservateur étant pour la libre entreprise, il suit son idéologie aveuglément sans tenir compte des intérêts des Canadiens. Nous avons au Canada des centaines, sinon plusieurs milliers de sociétés d'État, non seulement au niveau fédéral, mais également au niveau provincial. Les conservateurs laissent entendre que ces sociétés d'État sont inutiles et inefficaces. Ils semblent dire que nous n'en avons pas besoin et que nous devrions nous en débarrasser le plus rapidement possible. Je leur rappelle que la plupart de ces sociétés d'État ont été créées par le gouvernement fédéral ou les provinces. Ces gouvernements n'étaient ni socialistes ni dirigés par des fous. Il s'agissait de gouvernements conservateurs, libéraux, créditistes, péquistes et, à l'occasion, CCF ou NPD.

Je voudrais citer quelques exemples de ce que j'avance.

**M. Riis:** Pacific Western Airlines.

**M. Orlikow:** Le député de Kamloops—Shuswap (M. Riis) me rappelle que le gouvernement conservateur de l'Alberta a, sous la direction de M. Lockheed, acheté 100 p. 100 des actions de Pacific Western Airlines.

**M. Riis:** Et maintenant CP.

**M. Orlikow:** Oui, apparemment, Pacific Western Airlines va acheter CP Air. Quoi qu'il en soit, le gouvernement conservateur de cette province l'a fait pour conserver le contrôle de cette compagnie en Alberta. Il s'agit là d'une considération importante.

Je leur rappelle également que le premier ministre conservateur du Canada, R. B. Bennett, a fait de Radio-Canada une société d'État. En 1908, le premier ministre conservateur du

Manitoba, sir Rodmond Roblin, le grand-père d'un premier ministre ultérieur, Duff Roblin, qui est maintenant sénateur, a établi le réseau téléphonique du Manitoba comme société d'État, propriété publique. Un gouvernement conservateur de l'Ontario a mis sur pied l'Hydro-Ontario comme société d'État. C'est un gouvernement du Crédit social de la Colombie-Britannique, à l'époque où W.A.C. Bennett en était premier ministre, qui a créé la B.C. Hydro et la B.C. Rail comme sociétés d'État, propriétés publiques. C'est un gouvernement libéral du Québec sous le premier ministre Lesage qui a nationalisé les compagnies privées d'électricité et a institué Hydro-Québec comme société d'État.

**M. Riis:** Que dire de l'Alberta Telephone?

**M. Orlikow:** Je pourrais poursuivre bien longtemps comme cela. Mon collègue me rappelle l'Alberta Telephone. Il y a eu aussi la Saskatchewan Telephone.

Pourquoi ces divers gouvernements ont-ils établi des sociétés d'État? Parce qu'il existait un besoin pour un certain type de services. Le secteur privé ne pensait pas qu'il réaliserait un bénéfice de ces services et n'était ni intéressé ni disposé à s'engager dans ces domaines. Les gouvernements ont donc créé les centaines, sinon les milliers, de sociétés d'État qui existent actuellement au Canada.

Je ne dis pas que toutes ces sociétés d'État sont maintenant nécessaires. Je ne dis pas qu'elles fonctionnent toutes aussi efficacement qu'elles le devraient. Elles sont comme n'importe quelle autre entreprise publique ou privée. Parfois elles ne remplissent pas leurs fonctions comme elles le devraient. Mais brader les sociétés d'État fédérales non pas parce qu'elles ne sont plus utiles ou parce qu'elles ne sont pas exploitées rentablement, c'est tout simplement adopter un point de vue idéologique non fondé sur la réalité.

L'histoire nous apprend qu'en instituant et en exploitant les sociétés d'État canadiennes, nous avons agi d'une façon très différente de celle dont on a agi aux États-Unis parce que nos besoins et nos moyens sont différents. Nos vis-à-vis laissent entendre que les socialistes sont tellement favorables au secteur public que nous critiquons tout ce qui vient du secteur privé. C'est faux. Ce n'est là ni la position du Nouveau parti démocratique ni celle de tous les partis sociaux démocrates du monde. C'est particulièrement vrai dans l'ouest du pays, où les partis sociaux-démocrates sont alliés à notre parti. Tout comme nous, ils font partie de l'Internationale socialiste. Ils ont également accepté la réalité qui veut que dans un avenir prévisible, le pays devra compter sur un mélange de participation publique et privée. En Suède, où le parti social-démocrate a été au pouvoir durant 50 des 60 dernières années, la participation publique est nettement inférieure à ce qu'elle est au Canada. Cela tient au fait que les Suédois ont des besoins différents des nôtres et qu'ils ne se sont pas lancés dans la participation publique aussi rapidement que nous, peu importe le gouvernement au pouvoir au niveau national ou provincial.